

VENTE-DÉDICACE

Benchicou n'a pas pardonné

«*Je pardonnerai est le titre choisi par mon éditeur. J'avais opté pour : J'ai épousé la plus belle illusion de mon père, mais je pense qu'il avait raison en faisant de ce petit poème un parallèle, du point de vue de la symbolique, d'une ode célèbre de Bachir Hadj-Ali. Sauf que moi, sans avoir aucunement la prétention de me comparer à ce grand homme ni d'être passé par les épreuves auxquelles il était assujetti, je n'ai pas dit que je pardonnerai à mes bourreaux, pas dans ce sens.*»

Réponse sans appel de Mohamed Benchicou à tous ceux qui ont osé, à tort, croire qu'il s'est plié devant les assassins de son journal. Sujet à controverse depuis sa publication, son recueil

de poèmes de prison *Je pardonnerai*, écrit dans le pénitencier d'El-Harrach entre 2004 et 2006, vient ainsi de lui valoir l'intégration dans la cour des grands poètes algériens.

«Bachir Hadj Ali avait véhiculé une idée pertinente selon laquelle les tortionnaires ne doivent pas nous rendre haineux. Je souhaite qu'ils ne plantent pas la haine dans mon cœur. Je pardonnerai ceux qui ont douté, ceux qui ont trahi, ceux qui ont déserté, mais je n'ai pas la grandeur d'âme de Bachir qui a pardonné à ses bourreaux», précisera cet éminent journaliste, devenu tailleur de vers à sa sortie de prison.

Présent jeudi dernier à la librairie Média Plus de Constantine pour la vente-dédicace de ses deux

livres : *Les geôles d'Alger* et *Je pardonnerai*, Mohamed Benchicou avait affectueusement fait plaisir aux nombreux lecteurs venus de Biskra, de T'kout, d'Oum-El-Bouaghi.

La file aussi longue que colorée qui s'est formée dans l'espace de cette librairie dénote, on ne peut mieux, la popularité insoupçonnable sinon la légitimité d'un combat, tirée de l'espoir de ces citoyens anonymes de s'épanouir sous la lumière. Des lecteurs sont venus même avec son livre *Bouteflika, une imposture algérienne*. L'émotion

de ceux qui sont allés jusqu'à verser des larmes devant sa modestie, lui qui a offert des livres à ceux qui n'ont pas pu en acheter, est bouleversante.

Mohamed Benchicou est sorti, en tout cas, très «ému» de cet accueil qui lui a été réservé. «A chaque fois que je vais à la rencontre des lecteurs, je ressors émerveillé et je me rends compte que nous ne connaissons jamais assez ce peuple. Ces Algériens humbles qui vivent dans la solitude. En fait, ce sont ces anonymes qui ont sauvé mes trois livres, interdits à chaque fois de paraître. En vrais protecteurs, ils me donnent le courage et je trouve l'inspiration dans leurs espoirs.

L'Algérie existe et elle existe à travers les liens de solidarité qui se développent entre ces gens qui ne veulent pas abdiquer ni renoncer à leur droit de vivre dans la dignité. Mon devoir est de continuer à écrire pour eux», dira-t-il.

Comme les grands écrivains qui «ne rendent l'encrier qu'en rendant l'âme»,

Mohamed Benchicou ne va pas se taire. Il promettra, en effet, de publier, en dépit de sa maladie, un 4^e livre au mois d'octobre prochain. Un texte qui sera consacré à ses deux années après la prison. De son aveu même, il aurait, déjà, choisi, provisoirement, le titre de ce nouveau texte, à savoir *Journal d'un homme libre*.

Lui, le libertin et l'écrivain authentique, ne peut renoncer à écrire pour la simple raison qu'il en fait une passion, quitte à maintenir l'interdiction du *Matin*.

Et pour paraphraser le «camarade» Khalil Gibran, on peut étouffer le son du tambour et couper les cordes de la lyre mais qui pourrait interdire à l'alouette de chanter ?

Coûte que coûte, son pamphlet *Bouteflika, une imposture algérienne*, ses poèmes dans *Je pardonnerai* comme son reportage sur les geôles d'Alger ont été tous édités et connaissent un succès patent malgré les tentatives de lui mettre les bâtons dans les roues.

Lyas Hallas

AIDES MILITAIRES À LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE

Les révélations de Dahou Ould Kablia

Le président de l'Association des moudjahidine du ministère de l'Armement et des liaisons générales (MALG) a déclaré, jeudi, que la majorité des pays arabes n'ont pas soutenu matériellement le FLN et l'ALN. Selon Dahou Ould Kablia, la Libye et l'Irak ont été les seuls pays arabes à avoir aidé gracieusement la Révolution algérienne.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Intervenant à l'occasion d'une conférence organisée par l'Union des historiens algériens, Dahou Ould Kablia a remis en cause l'idée de la solidarité des pays arabes envers la Révolution algérienne. Ainsi, selon le président de l'Association des moudjahidine du ministère de l'Armement et des liaisons générales (MALG), la Tunisie, qui abritait des bases arrière de l'ALN, a largement profité de son statut de pays hôte.

«Ce pays nous a fourni zéro aide. Nous étions tenus de tout partager avec les Tunisiens», a-t-il indiqué,

jeudi dernier, lors d'une communication présentée au Musée national du moudjahid. La situation fut identique pour le Maroc. «Le roi Mohammed V s'était engagé à nous fournir 500 fusils. Il a fallu attendre l'arrivée au pouvoir de son fils Hassan II pour recevoir cet armement. Mais nous avons été tenus de tout payer, jusqu'à la dernière pièce. Nous avons même partagé avec l'armée de ce pays une cargaison d'armes acheminée par un bateau.»

De son côté, l'Egypte aurait même bloqué des fonds destinés au FLN. «Ahmed Francis a dû se battre pendant trois ans

pour débloquer les fonds alloués à l'Algérie par la Ligue arabe.» Le conférencier a toutefois tenu à rendre hommage à la Libye et à l'Irak, «seuls pays arabes à avoir fourni de l'armement sans aucune contrepartie». «Pour les pays du bloc socialiste, la Chine est l'unique pays à nous avoir attribué des armes et du matériel militaire.» Mis à part ces trois Etats, les relations du FLN avec les autres pays étaient «strictement commerciales». Dahou Ould Kablia a toutefois mis en exergue l'apport de l'Egypte, l'Irak, la Jordanie et de la Syrie en matière de formation des officiers. «Les premiers pilotes algériens, les officiers de l'Armée de terre et de la Marine ont tous été formés dans les académies du Moyen-Orient.»

Il rappellera longuement le rôle prépondérant de Abdelhafid Boussouf, premier responsable du MALG, qui a été l'initiateur de ces

cycles d'instruction. «Il faut savoir que la formation était le credo principal des membres du Gouvernement provisoire de la République algérienne.» En fait, ce programme ne concernait pas uniquement l'aspect militaire puisque, dès septembre 1959, le GPRA avait décidé de former des ingénieurs dans différentes spécialités. «Ce sont près de 70 jeunes Algériens qui ont été formés dans des spécialités aussi diverses que le génie civil, le génie nucléaire, la métallurgie, la géologie ou encore la pétrochimie.» En pleine guerre de Libération nationale, les premiers diplômés algériens sont sortis des universités russes, tchèques, yougoslaves et... américaines. «Un groupe de 10 jeunes ingénieurs a suivi des études en pétrochimie aux Etats-Unis d'Amérique. Chakib Khelil en faisait partie», a tenu à noter Dahou Ould Kablia.

T. H.

Mohamed Alioui répond à Noureddine Aït Hamouda

Dans l'entretien que le député RCD de Tizi-Ouzou, vice-président de l'Assemblée populaire nationale, M. Aït Hamouda Amrane, a accordé au quotidien *Le Soir d'Algérie* le mardi 10 juin 2008, mon collègue au bureau de l'Assemblée populaire nationale qualifie d'incident le fait d'avoir dit une vérité, qui l'a visiblement offusqué, à savoir «qu'il ne représente qu'une minorité».

Mon collègue, membre du bureau de l'Assemblée populaire nationale, doit savoir que les règles de la démocratie veulent, dans tous les cas, que la minorité n'impose pas son point de vue à la majorité, principe universel s'il en est de la démocratie.

Je dois préciser qu'à l'Assemblée populaire nationale, la minorité parlementaire est respectée, qu'elle est représentée dans les différentes instances de notre institution selon le principe de la représentativité proportionnelle, qu'elle a donc sa place, et cela en toute démocratie et esprit constructeur. En aucune manière, le fait de parler de minorité ne saurait être, dans mon esprit, réducteur ou malveillant. C'est simplement une réalité politique au même titre que les autres réalités relatives aux majorités,

toutes réalités que nous devons reconnaître et respecter.

En outre, je rappelle à M. Aït Hamouda, que la mise en place de toute commission d'enquête parlementaire (cas évoqué par lui : les terres agricoles) est du seul et unique ressort de l'Assemblée populaire nationale. Cette prérogative lui est, en effet, conférée par l'article 161 de la Constitution, lui-même précisé par l'article 77 de la loi organique 99/02 du 20 dhou el kaâda 1419 correspondant au 8 mars 1999, fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée populaire nationale et du Conseil de la nation, ainsi que les relations fonctionnelles entre les chambres du Parlement et le gouvernement qui stipule : «La création d'une commission d'enquête par l'Assemblée populaire nationale ou par le Conseil de la nation résulte du vote d'une proposition de résolution déposée sur le bureau de l'Assemblée populaire nationale ou du Conseil de la nation et signée par (20) députés ou par (20) membres du Conseil de la nation au moins.»

Mohamed Alioui
vice-président de l'Assemblée
populaire nationale

La baisse de moitié du tarif d'abonnement à Internet à haut débit décidée depuis un mois «continuera jusqu'à la gratuité», a affirmé, mercredi dernier, à Guelma, le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Boudjemaâ Haïchour.

Cette réduction a permis de «revaloriser le téléphone fixe et d'augmenter le chiffre d'affaires» d'Algérie Télécom, a précisé le ministre en soulignant que les efforts de modernisation de la téléphonie se poursuivront par le lancement, dans les jours qui viennent, d'un appel d'offres international ouvrant le marché national à la troisième génération de téléphonie mobile. En marge de cette visite à Guelma, Boudjemaâ Haïchour a annoncé aussi qu'«un appel d'offres international pour la réalisation du nouveau satellite Asalt2 sera lancé avant la fin de l'année 2008.

Doté d'une résolution précise, ce nouveau satellite Asalt2 sera destiné exclusivement à l'observation terrestre».

Le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication a souligné, en outre, que l'Algérie connaît actuellement «une révolution dans le domaine de la poste et des communications et a accompli des progrès considérables au cours des huit dernières années dans la couverture des 1 541 communes du pays par le réseau de fibre optique».

B. A.

AVIS DE DÉCÈS

La famille Benaïssa a l'immense douleur d'annoncer le décès de

Benaïssa Mostefa

cadre pionnier du secteur du tourisme.

Elle informe également que l'enterrement a eu lieu jeudi passé au cimetière de Djelfa.

A Dieu nous appartenons
et à Lui nous retournons.